Année universitaire 2026/2027

Droit public - 1re année de Master

Responsable pédagogique : ELISABETH **MELLA** - https://dauphine.psl.eu/recherche/cvtheque/mella-elisabeth

Crédits ECTS : 60

LES OBJECTIFS DE LA FORMATION

La première année du Master Droit Public est le dénominateur commun des trois Masters 2 sur lesquels elle débouche :

- Master 235 Droit et Gestion publics
- Master 291 Droit et Régulation des marchés
- Master 299 Droit du plaidoyer et des affaires publiques)

Elle comporte des enseignements juridiques et non juridiques permettant d'appréhender au plus près les outils et les réalités de l'action publique.

Les atouts du Master : une formation professionnalisante, pluridisciplinaire et ouverte à l'international

Ces 3 Masters 2 sont réalisés en alternance et offrent des expériences professionnelles très diverses. Ces expériences constituent 2 véritables atouts pour les étudiants qui grâce à cet apprentissage professionnel, acquièrent des connaissances pratiques complémentaires des enseignements du master et décuple leur chance de réussite à des entretiens, examens et concours. Ces apprentissages débouchent très souvent sur une offre de CDI et sont une occasion pour les étudiants de construire un réseau professionnel. La première année comprend deux majeures à partir du second semestre :

- une majeure Droit Public des Affaires
- une majeure Droit Public Général

L'une et l'autre permettant d'accéder aux trois Masters 2 rattachés au Master 1, le choix de la majeure étant fonction du projet professionnel de l'étudiant. Cette première année permet de préparer le **Grand Oral CRFPA** (Grand oral, Note de synthèse et Procédure administrative contentieuse).
Mais elle donne aussi la possibilité de suivre en parallèle le Master Science de la durabilité de l'ENS (1 place).

Les objectifs de la formation :

- Appréhender les problématiques juridiques, politiques, économiques et sociales de l'action publique
- Maîtriser les outils d'analyse de l'action publique au niveau local, national et européen
- Développer des compétences dans des enjeux d'avenir : environnement, numérique, intelligence artificielle
- Acquérir un savoir-faire et un savoir être mobilisables dans les futures expériences professionnelles des diplômés

MODALITÉS D'ENSEIGNEMENT

Les étudiants ont cours tout au long de l'année (y compris les semaines de vacances de février et de printemps) les jeudis et vendredis ainsi que cinq semaines à compter de début septembre. Les cours se terminent fin mai, examens compris.

Les étudiants inscrits en apprentissage sont accueillis dans leur structure d'accueil les lundis, mardis et mercredis, à compter de la deuxième semaine d'octobre et hormis les semaines d'examen du premier et du second semestre.
Les étudiants inscrits en formation initiale suivent le même rythme que les apprentis : même jours de cours et même cours hormis pour eux, et à la place du séminaire de recherche, la Clinique juridique, orientée vers les problématiques de défense de l'environnement et en lien avec nos associations partenaires.

Au second semestre, les lundis, mardis et mercredis, ils sont en stage pour une durée minimum de 4 mois.

Au premier semestre, lorsqu'ils n'ont pas cours, ils déploient le projet individualisé qui est le leur (engagement dans une association, apprentissage/consolidation d'une langue étrangère, stages, suivi d'une des mineures proposées par l'Université, validation de cours dans le cadre de MOOC, etc).

Le choix d'un parcours donné (droit public des affaires ou droit public général) se traduit par le suivi de 3 cours spécifiques au second semestre, en plus des cours communs aux deux parcours lors de ce semestre.

La formation use d'outils innovants, tels que les ateliers de mise en situation, la publication ainsi que de possibles études à l'étranger en année de césure (pour les étudiants inscrits en formation initiale). Un voyage d'étude est prévu courant mars.

ADMISSIONS

- Titulaires d'un diplôme BAC+3 (180 crédits ECTS)
- L3 Droit, Double Licence Droit et Economie, Double Licence Droit et Science politique, L3 Sciences sociales
- Expériences professionnelles valorisées
- Expériences associatives appréciées

POURSUITE D'ÉTUDES

Après la 1re année de Master Droit Public, les étudiantes et les étudiants peuvent choisir entre plusieurs M2, en formation initiale ou en alternance. Avant d'intégrer un M2, ils peuvent réaliser une année de césure si leur cursus le permet, afin de développer une expérience professionnelle en France ou à l'étranger (ENAP - École nationale d'administration publique au Canada) : stage, CDD, service civique, entreprenariat, formation complémentaire…

Le partenariat avec l'ENAP permet aux étudiants du Master Droit Public d'effectuer une année au Canada, débouchant sur l'obtention d'un DESS en administration publique et un stage professionnel au Canada.

En 2ème année de Master, les étudiantes et les étudiants choisissent une spécialisation afin de préciser leur domaine de compétences et se professionnaliser. Ils bénéficieront d'enseignements de haut niveau dispensés par des enseignants-chercheurs de Dauphine, mais également par des intervenants extérieurs issus du monde de l'entreprise et de la haute fonction publique (conseiller d'état, administrateur des assemblées, magistrat administratif, etc).

Enfin, les étudiants effectuent s'ils le souhaitent dès le M1 et en toute hypothèse en M2, une alternance dans différents secteurs de l'action publique : Préfecture de Paris, Ministères, Musées, Sénat, Ville de Paris, Cabinet d'avocats, Juridiction administrative. L'alternance décuple leur chance d'insertion professionnelle rapide ou leur réussite aux concours. Les jeunes diplômés de Dauphine bénéficient ainsi d'un taux d'insertion professionnelle très élevé.

Dans le cas d'un Master recherche, cette 2ème année leur permettra de préparer au mieux leur projet de recherche, pour s'orienter par la suite vers un doctorat.

PROGRAMME DE LA FORMATION

- Semestre 1
  - Liste Obligatoire
    - Droit administratif approfondi
    - Mutation(s) de l'action publique I
    - Contentieux public I
    - Gouvernance des entreprises publiques
    - Droit du numérique et de l'Intelligence Artificielle
    - Séminaire de recherche (FA) Clinique juridique (FI)
    - Droit des organisations territoriales décentralisées
    - Finances et comptabilités publiques
    - Politiques publiques
    - Questions sociales
- Semestre 2
  - Tronc commun
    - Droit de l'environnement
    - Mutation(s) de l'action publique II
    - Contentieux public II
    - Droit de la commande publique et des contrats complexes
    - UE professionnelle

        - Atelier de mise en situation : Management public
        - Droits international et européenn approfondis
        - Lobbying et plaidoyer
        - Economie publique
    - Majeure Droit public général
        - Droit constitutionnel approfondi
    - Majeure Droit public des affaires
        - Droit public des affaires

DESCRIPTION DE CHAQUE ENSEIGNEMENT

SEMESTRE 1

Liste Obligatoire

Droit administratif approfondi

ECTS : 3

Enseignant responsable : ANTOINE **LOUVARIS** (https://dauphine.psl.eu/recherche/cvtheque/louvaris-antoine)

Langue du cours : Français

Coefficient : 1

Mutation(s) de l'action publique I

ECTS : 3

Enseignant responsable : THIERRY **TUOT** (https://dauphine.psl.eu/recherche/cvtheque/tuot-thierry)

Langue du cours : Français

Description du contenu de l'enseignement :

Droit public, services publis, sciences administratives. Connaître les évolutions contemporaines des institutions investies de la puissance publique.

Compétences à acquérir :

Savoir identifier les nouvelles contraintes qui pèsent sur l'administration.

Coefficient : 1

Contentieux public I

ECTS : 3

Enseignant responsable : Alix **PERRIN**

Langue du cours : Français

Description du contenu de l'enseignement :

Le contenu du cours varie en fonction de l'actualité, permettant ainsi aux étudiants qui le souhaitent d'être à jour des principales réformes en vue de présenter cette matière à l'examen du CRFPA. Pour l'année 2021/2022, le cours se concentrera sur l'articulation des recours contentieux c'est-à-dire identifier les hypothèses où les requérants peuvent exercer plusieurs recours et les conditions à respecter, la stratégie contentieuse adéquate pour les mettre en oeuvre. Le cours se concentrera également sur les évolutions affectant certaines voies de droit notamment le REP (recours pour excès de pouvoir) et le recours indemnitaire extra contractuel (injonction, réparation en nature..). Le cours commence toujours par rappeler les pré-requis de la matière: les règles de compétence du juge administratif et celles de recevabilité du recours. Il s'articule avec le cours de contentieux public de la l3

Compétences à acquérir :

Savoir établir et conduire une stratégie contentieuse en la matière. Connaitre les différents recours contentieux devant le juge administratif et savoir dans quelles hypothèses les mettre en oeuvre.

Pré-requis obligatoires

Connaitre l'organisation de la juridiction administrative, les critères de réparation des compétences juridictionnelles entre le juge administratif et le juge judiciaire

Pré-requis recommandés

Connaitre les principales règles et le déroulement du procès administratif

Mode de contrôle des connaissances :

Examen écrit (épreuve de 2h)

Coefficient : 1,5

Bibliographie, lectures recommandées :

A. Perrin, Contentieux administratif, Mémento Dalloz C. Broyelle, Contentieux administratif, LGDJ M. Guyomar et B. Seiller, Contentieux administratif, Dalloz Regarder les développements sur le juge administratif, le recours pour excès de pouvoir, l'action en responsabilité administrative dans les ouvrages de droit administratif notamment de B. Plessix, de J. Petit ou d'Y. Gaudemet

---

Gouvernance des entreprises publiques

ECTS : 3

Enseignant responsable : NICOLAS **PASTOR**

Langue du cours : Français

Description du contenu de l'enseignement :

Formes d'intervention de l'État dans l'économie, composantes du secteur public économique, entreprises publiques et sociétés à participations publiques, stratégies de l'État actionnaire... Comprendre et analyser les modalités de gouvernance des entreprises publiques.

Compétences à acquérir :

Savoir identifier les entreprises publiques et connaître les principes qui régissent leur fonctionnement.

Droit du numérique et de l'Intelligence Artificielle

ECTS : 3

Enseignant responsable : OLIVIA **TAMBOU** (https://dauphine.psl.eu/recherche/cvtheque/tambou-olivia)

Langue du cours : Français

Description du contenu de l'enseignement :

Le cours de 18 heures s'articulera autour de deux grands modules :

Module 1 : Droit des données (données personnelles, libre circulation des données non personnelles, Open Data)

Module 2 : Droit de l'IA (focus sur le règlement européen sur l'IA et sur la régulation de l'IA)

Compétences à acquérir :

L'objectif de ce cours est de présenter un aperçu des différents enjeux autour du droit du numérique et de l'IA qui concerne plus particulièrement la gouvernance publique et les autorités publiques.

Mode de contrôle des connaissances :

L'évaluation se fera sur la base d'un contrôle continu set d'une épreuve finale écrite d'une durée de 2 h sous la forme d'un cas pratique.

Coefficient : 1

Bibliographie, lectures recommandées :

Un bibliographie à jour sera fournie aux étudiants au début du cours.

Séminaire de recherche (FA) Clinique juridique (FI)

ECTS : 3

Enseignant responsable : ELISABETH **MELLA** (https://dauphine.psl.eu/recherche/cvtheque/mella-elisabeth)

Langue du cours : Français

Description du contenu de l'enseignement :

S'initier à la recherche par l'élaboration, à partir d'un ouvrage donné aux étudiants, d'une note de recherche individuelle et d'une notice de recension collective (3/4 étudiants)

Compétences à acquérir :

Etre en capacité, à partir d'un ouvrage à recenser, à dégager les points intéressants de l'ouvrage et à les approfondir pour mieux les discuter.

Mode de contrôle des connaissances :

50% élaboration d'une note de recherche individuelle sur une thématique en lien avec l'ouvrage faisant l'objet de la recension

50% élaboration de la notice de recension collective, avec pour les meilleurs travaux, la publication de la notice de recension au sein de Pouvoirs locaux - Revue de la gouvernance publique

Coefficient : 2

Droit des organisations territoriales décentralisées

ECTS : 3

Enseignant responsable : ELISABETH **MELLA** (https://dauphine.psl.eu/recherche/cvtheque/mella-elisabeth)

Langue du cours : Français

Description du contenu de l'enseignement :

Introduction par Laurence Lemouzy (rédactrice en chef de Pouvoirs locaux - Revue de la Gouvernance publique) 3 h

Partie 1. L'approche organique du droit des organisations territoriales décentralisées (E. Mella, MCF-HDR à l'UPD) 4h 30

Partie 2. L'approche fonctionnelle du droit des organisations territoriales décentralisées (E. Mella, MCF-HDR à l'UPD) 4h 30

Partie 3.- L'approche démocratique du droit des organisations territoriales décentralisées par AJ Poulet (Institut de la Gouvernance territoriale et de la Décentralisation) 3h

Compétences à acquérir :

Se repérer dans les organisations territoriales décentralisées et en comprendre les mutations fondamentales

Mode de contrôle des connaissances :

Notation au prorata des heures effectuées

Examen de E. MELLA : 10 points

Examen de L. LEMOUZY : 3 points

Examen d'A.J. POULET : 7 points

Nature de l'examen

Examen de L. LEMOUZY : une question de cours

Examen de E. MELLA et d'A.J. POULET : Consultation juridique pour avis

Coefficient : 1

Finances et comptabilités publiques

ECTS : 3

Enseignant responsable : JEREMY **MARTINEZ** (https://dauphine.psl.eu/recherche/cvtheque/martinez-jeremy)

Langue du cours : Français

Description du contenu de l'enseignement :

Présentation (juridique, pratique et organisationnelle) des procédures budgétaires et comptables de l'État à titre principal, de la sécurité sociale et des collectivités territoriales à titre secondaire, notamment dans leurs relations avec l'État. Préparation aux missions budgétaires au sein d'une organisation publique ou en lien avec les organisations publiques, dans le cadre de l'apprentissage.

Compétences à acquérir :

Savoir associer les enseignements théoriques dispensés durant la formation et les activités pratiques menées au sein de l'organisation publique ou parapublique.

Connaître les détails des processus budgétaires et financiers en vue d'une pratique professionnelle.

Mode de contrôle des connaissances :

Contrôle final : examen écrit d'une heure et demie

Coefficient : 1

Politiques publiques

ECTS : 3

Enseignant responsable : RENAUD **DORANDEU** (https://dauphine.psl.eu/recherche/cvtheque/dorandeu-renaud)

Langue du cours : Français

Description du contenu de l'enseignement :

Sociologie politique, stratégie publique, évaluation des politiques publiques. Comprendre les programmes d'actions menés par l'Etat et les collectivités territoriales, leurs objectifs ainsi que les procédures de mise en œuvre et de suivi.

Compétences à acquérir :

Savoir analyser et évaluer les interventions de l'Etat et des collectivités territoriales sur un domaine de la société ou du territoire.

Coefficient : 1

Questions sociales

ECTS : 3

Enseignant responsable : MORGAN **SWEENEY** (https://dauphine.psl.eu/recherche/cvtheque/sweeney-morgan)

Langue du cours : Français

SEMESTRE 2

Tronc commun

Droit de l'environnement

ECTS : 3

Enseignant responsable : Alix **PERRIN**

Langue du cours : Français

Coefficient : 1

Mutation(s) de l’action publique II

ECTS : 3

Enseignant responsable : ELISABETH **MELLA** (https://dauphine.psl.eu/recherche/cvtheque/mella-elisabeth)

Langue du cours : Français

Description du contenu de l'enseignement :

Thème 1.- Les mutations de l’Administration centrale

Partie 1.- L’Administration centrale au sein des ministères

A.- Vers une plus grande transparence

B.- Un enrichissement du modèle wébérien

Partie 2.- L'Administration centrale à côté et au-delà des ministères

A.- Les commissions administratives consultatives et les agences de l'Etat

B.- Les AAI

Thème 2.- Les mutations de l'Administration déconcentrée

Partie 1.- Les aspects structurels de l'administration déconcentrée

A.- Les services locaux de l'Etat central

B.- Les structures de coordination

Partie 2.- Les aspects normatifs de l'administration déconcentrée

A.- Le point de vue vertical

B.- Le point de vue horizontal

Compétences à acquérir :

Savoir identifier les mutations qui traversent l'administration centrale et déconcentrée de l'Etat.

Pré-requis recommandés

Connaître les institutions administratives

Mode de contrôle des connaissances :

Réalisation d'une note de synthèse à partir d'un corpus de documents d'une vingtaine de pages

Coefficient : 1

Contentieux public II

ECTS : 3

Enseignant responsable : ANTOINE **LOUVARIS** (https://dauphine.psl.eu/recherche/cvtheque/louvaris-antoine)

Langue du cours : Français

Description du contenu de l'enseignement :

Principes communs aux différents contentieux public (constitutionnel, administratif, contentieux judiciaire de l'administration économique) et règles spéciales à chacun d'eux. Maîtriser les différentes étapes du procès public.

Compétences à acquérir :

Savoir établir et conduire une stratégie contentieuse en la matière.

Coefficient : 1,5

Droit de la commande publique et des contrats complexes

ECTS : 3

Enseignant responsable : ALEXANDRE **VANDEPOORTER**

Langue du cours : Français

Description du contenu de l'enseignement :

Définition du contrat public - Définition du contrat de la commande publique (marché, concession, marché de partenariat) - qualification des montages contractuels immobiliers

Compétences à acquérir :

Technique des contrats publics d'affaires

Mode de contrôle des connaissances :

Un examen final et deux cours travaux sur table

Coefficient : 1

UE professionnelle

ECTS : 3

Enseignant responsable : ELISABETH **MELLA** (https://dauphine.psl.eu/recherche/cvtheque/mella-elisabeth)

Langue du cours : Français

Coefficient : 2

Atelier de mise en situation : Management public

ECTS : 3

Enseignant responsable : Elodie **LAVIGNOTTE**

Langue du cours : Français

Coefficient : 1

Droits international et européenn approfondis

ECTS : 3

Enseignants : JULIE **ALLERMOZ BOUZIT**, GUEHOUE FRANCOISE **GUEI**, ISABEL **GUTIERREZ**, MATTHIEU **LAURENT**

Langue du cours : Français

Coefficient : 2

Lobbying et plaidoyer

ECTS : 3

Enseignant responsable : JEAN-MARIE **FARDEAU**

Langue du cours : Français

Coefficient : 1

Economie publique

ECTS : 3

Enseignant responsable : OUMNIA **ALAOUI**

Langue du cours : Français

Description du contenu de l'enseignement :

Economie, politiques publiques, fiscalité, modalités d'intervention de l'Etat dans l'économie (service public industriel et commercial, service universel, participations publiques) et transformation de l'action publique. Comprendre les différentes modalités d'intervention de l'État dans l'économie et étudier les évolutions de doctrine dans la conduite du changement en matière de transformation de l'action publique.

Compétences à acquérir :

Comprendre et savoir identifier les ressources et les outils économiques des décideurs publics pour mettre en œuvre des politiques d'intervention et de régulation économiques.

Coefficient : 1

Majeure Droit public des affaires

Droit public des affaires

ECTS : 3

Enseignant responsable : ANTOINE **LOUVARIS** (https://dauphine.psl.eu/recherche/cvtheque/louvaris-antoine)

Langue du cours : Français

Coefficient : 1

Majeure Droit public général

Droit constitutionnel approfondi

ECTS : 3

Enseignant responsable : JEREMY **MARTINEZ** (https://dauphine.psl.eu/recherche/cvtheque/martinez-jeremy)

Langue du cours : Français

Description du contenu de l'enseignement :

L'élaboration de la Constitution la mise oeuvre de la constitution (par ex., pratique politique par le Gouvernement et le Parlement) la garantie de la Constitution

Compétences à acquérir :

Comprendre les réflexions fondamentales du droit constitutionnel qui sont au fondement de la vie publique, politique mais aussi administrative. Toutes ces réflexions portent sur le sens, et guident encore aujourd'hui, le fonctionnement de l'État

Mode de contrôle des connaissances :

Un oral

Coefficient : 1
